

Extrait du site UGTG.org

url :Ã <http://ugtg.org/spip.php?article1182>

# **TravayÃ ayen pa sÃten... Fow fÃ pou dÃmen pa sanm jÃdi !**

- Expressions - Tracts -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : vendredi 12 mars 2010

Mis Ã jour le : vendredi 12 mars 2010

---

**UGTG.org**

---

La mise en Åuvre de la Rãvision Gãnãrale des Politiques Publiques (**RGPP**) qui est d'ores et dãjã dãcidãe, place notre peuple, les fonctionnaires, les Ålus locaux et les organisations syndicales devant le fait accompli pour l'essentiel.

## La RGPP : c'est quoi ?

Selon lâEuros"Etat fwansã Å « la sphãre publique a connu une croissance rapide de ses effectifs et de ses dãpenses. De nombreux dispositifs politiques se sont empilãs sans rãelle cohãrence, crãant un paysage administratif confus, insuffisamment efficace et coã »teux. Cette situation n'est pas satisfaisante.Å »

## Quelles motivations politiques ?

### A- Motivations budgãtaires :

Ce sont avant tout, malheureusement, des motivations budgãtaires et notamment la volontã de se situer dans les critãres de Maastricht. Il faut dire que les dãpenses publiques reprãsentent une part importante du PIB Franã§ais : 54 %, c'est donc un choix politique.

### B - Motivations idãologiques :

Il s'agit du modãle de sociãtã que l'Etat fwansã souhaite mettre en avant. Il peut s'agir d'un Åtat dãcentralisã qui pourrait aller jusqu'au fãdãralisme avec la gestion complãte des missions, relevant jusqu'ã prãsent de l'Etat par les collectivãs locales.

D'un Etat dãconcentrã avec des services publics au plus prãs des usagers mais avec une gestion Åtatique locale.

D'un Etat libãral avec externalisation des missions de service public et recentrage de l'Etat sur ses missions purement rãgaliennes.

## Les consãquences pour la Fonction Publique Territoriale :

L'objectif gouvernemental est la remise en cause de principes fondamentaux.

Ces principes sont remis en cause par la loi sur la mobilitã dans la Fonction Publique.

Il oppose le Contrat au Statut, le Mãtier Å la Fonction, la performance individuelle Å la recherche de l'efficacitã sociale.

Dans ce contexte le statut gãnãral est attaquã de front par :

âEurosç L'encouragement a quittã la Fonction Publique au bãnãoffice d'un pãcule (montant maximal 2 ans de rãmunãration).

âEurosç La rãorientation professionnelle

âEurosç Le choix Ã l'entrÃe entre Ã« le statut et un contrat de droit privÃ© nÃ©gociÃ© de grÃ© Ã grÃ© »

âEurosç Les emplois permanents Ã temps non complet

âEurosç Les emplois des non titulaires

âEurosç L'intÃ©rim

âEurosç La mise en place de plans sociaux pour l'administration (collectivitÃ©s)

âEurosç L'accession Ã un emploi dans le secteur privÃ© par voie de convention.

Ces points sont perÃ§us comme l'essentiel de la boÃ»te Ã outils de la gestion des ressources humaines de la RÃ©vision GÃ©nÃ©rale des Politiques Publiques. Destruction massive du service public, au profit ensuite de la sphÃ©re du privÃ©.

## KONBA DÃÆYÃÆ POKO MANNYÃ0âEuros!

Il s'avÃ©re donc que nous aussi, quelque que soit, **SA YO DÃ0SIDÃ0, NOU PARÃ0 POU GOUMÃ0.**

S'agissant de la rÃ©forme territoriale de l'Etat, elle modifie en profondeur l'organisation des services qui a longtemps Ã©tÃ© structurÃ©e autour du DÃ©partement.

La rÃ©organisation en cours prend appui sur les RÃ©gions et les grandes RÃ©gions. C'est dans ce cadre que se mettent en place les pÃ»les d'excellence dans le domaine de l'UniversitÃ© de la recherche ou dans celui de l'hÃ»pital.

La mission Balladur met en perspective la crÃ©ation de grandes RÃ©gions avec de grandes communautÃ©s urbaines dans le cadre d'une recomposition institutionnelle et territoriale. Ces rÃ©formes vont impacter significativement les services de l'Etat, des HÃ»pitaux, comme ceux des collectivitÃ©s territoriales.

D'ore et dÃ©jÃ , l'organisation de l'Etat dans les territoires laisse entrevoir des formes d'organisation diffÃ©rentes Ã l'intÃ©rieur d'une mÃªme RÃ©gion, avec dans l'immÃ©diat l'arrÃªt de la nomination de sous-prÃ©fet. La loi Bachelot prÃ©voit de la mÃªme faÃ§on la fermeture de nombre d'hÃ»pitaux de proximitÃ©.

Aussi, cette restructuration, profonde de toute l'organisation de l'Etat conduira Ã des suppressions de services publics, dÃ©jÃ c'est l'occasion de dÃ©velopper les agences, telles les agences rÃ©gionales de santÃ©, qui dÃ©structureront l'assurance maladie et d'amorcer un acte III de la dÃ©centralisation.

Enfin, la rÃ©forme prÃ©voit au niveau local, la fin du DÃ©partement d'ici 2014, une rÃ©gion, transformÃ©e en assemblÃ©e unique, avec des conseillers territoriaux. Vers la fin des communes pour une consÃ©cration du fait communautaire.

## SA KI KA RÃ0TÃ0 A FÃÆ

Dans ce contexte, nous constatons QUE LES TROIS VERSANTS de la Fonction Publique sont menacÃ©s (**Etat, HospitaliÃ©re, Territoriale**).

Plus singuliãrement, nous devons nous poser la question du devenir des agents :

âEurosç du Dã departement, de l'Etat affiliãs ã l'UTED/UGTG,

âEurosç de la Rãgion, affiliãs ã l'UTC-UGTG, dans la perspective d'assemblãe unique, (bien que c'est une section),

âEurosç des Hãpitaux et ãtablissements publics de santã, affiliãs ã l'UTS-UGTG, par rapport ã l'ARS,

âEurosç et enfin, ceux des Communes, des Etablissements publics et des Communautãs de Communes, affiliãs ã l'UTC-UGTG, sans compter le sort des ANPE qui seront remplacães par des boãtes d'intãrim.

**JOU NOU Kã Mã0Tã A JOUNOUãEuros!**

**Pã0Kã VWãÆ JOU !**

*Extrait du rapport dãEuros"Orientations de lâEuros"UTC-UGTG lors de son 3ãme Congrãs, les 9, 10 et 11 Dãcembre 2009, au Lamentin.*